Révision à la hausse du budget 2008 du Burundi

PANA, 01/08/2008 Bujumbura, Burundi - Les ressources du budget général de l'Etat du Burundi pour l'exercice 2008, estimées à environ 484 millions de dollars US dans la loi de Finances initiale, ont été portées à près de 553 millions de dollars dans un projet révisé, soit un accroissement de 14,21%, a-t-on appris de source proche de la Cour des comptes à Bujumbura. Les produits fiscaux et non fiscaux représentent près de 46% de l'ensemble des ressources totales du projet de budget révisé, tandis que les dons extérieurs totalisent 54%, indique un rapport de la Cour des comptes sur le budget général de l'Etat, exercice 2008, destiné au Parlement burundais.

Dans ses missions, la Cour des comptes du Burundi signale à l'Assemblée nationale tout engagement, ordonnancement ou paiement des dépenses fait au-delà ou en dehors des crédits prévus aux budgets. Elle transmet, en outre, à l'Assemblée nationale, préalablement au vote, ses commentaires à propos de tous les projets de budgets soumis au suffrage parlementaire. Dans le projet de budget général de l'Etat, année 2008, le nouveau rapport de la Cour des comptes commente plus abondamment la "part du lion" réservée aux services de la présidence de la République. Les subsides destinés au poste "présidence de la République" comprennent les crédits au Cabinet civil du président, au Secrétariat général du gouvernement, à la Brigade spéciale de protection des institutions, au service national de renseignement, au Cabinet chargé des questions de Police, au Cabinet militaire, à l'Unité d'appui à la protection des institutions, au Conseil économique et social et au Conseil national de la communication. L'ensemble des crédits revenant à la présidence de la République dans ce projet de loi de Finances révisée, s'élève, en tout, à 13.455.207.190 Francs burundais, contre 9.321.450.571 Francs burundais dans la loi de Finances initiale, soit une augmentation d'un peu plus de 4 milliards de Francs burundais, fait savoir la cour. Cette augmentation découlerait principalement de la création récente de deux nouvelles lignes budgétaires directement rattachées au Cabinet du président de la République à savoir celle dénommée "Appui à la population pour le développement" et au "Fonctionnement de la Commission Vérité et Réconciliation" pour un montant global d'un peu plus de 2,5 milliards de Francs burundais. S'agissant de l'"Appui à la population pour le développement" qui absorbera, à lui seul, deux milliards, la cour estime que cet argent ne devrait pas être géré directement par la présidence la République, mais plutôt par les services techniques ministériels compétents. "La présidence de la République ne devrait pas gérer directement des questions techniques, elle devrait plutôt se réserver le rôle d'arbitrage, de contrôle et de suivi", selon la cour qui trouve, par ailleurs, "désormais" l'accroissement de 90% du budget destiné aux missions officielles du chef de l'Etat à l'étranger. "Cela témoigne, soit d'une mauvaise prévision, soit d'une mauvaise gestion", conclut le rapport de la Cour des comptes.